Document généré le 4 juin 2025 16:21

Revue d'études autochtones

The Politics of Mapping, Bernard Debarbieux et Irène Hirt, dir. New York, ISTE Ltd London et John Wiley & Sons, 2022, 274 p.

Adam Archambault

Volume 53, numéro 2, 2025

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1116516ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1116516ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société Recherches autochtones au Québec

ISSN

2564-4947 (imprimé)
2564-4955 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Archambault, A. (2025). Compte rendu de [*The Politics of Mapping*, Bernard Debarbieux et Irène Hirt, dir. New York, ISTE Ltd London et John Wiley & Sons, 2022, 274 p.] *Revue d'études autochtones*, *53*(2), 137–139. https://doi.org/10.7202/1116516ar

© Adam Archambault, 2025

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

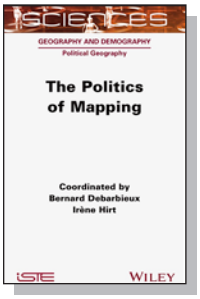
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Comptes rendus



The Politics of Mapping

Bernard Debarbieux et Irène Hirt, dir. New York, ISTE Ltd London et John Wiley & Sons, 2022, 274 p.

L'ouvrage collectif *The Politics of Mapping* rassemble une variété d'analyses conceptuelles et méthodologiques du rapport entre la cartographie et la politique. Longtemps considéré comme une science « objective » visant à brosser un portrait neutre de la surface de la Terre, le champ de la cartographie s'est considérablement transformé dans le monde universitaire occidental à partir de la fin du XX^e^ siècle avec le mouvement de la cartographie critique. Ayant comme figure de proue les travaux de Brian Harley, la cartographie critique a introduit l'idée que les cartes sont au service du pouvoir politique (Gautreau et Noucher 2022 : 48). L'objectif principal de l'ouvrage *The Politics of Mapping* est de démontrer que les contextes sociaux, économiques, technologiques et politiques contemporains obligent les cartographes à refonder les paramètres de rapports de pouvoir et de domination établis par la cartographie critique. L'avènement du Web, la multiplication exponentielle des données géographiques et l'accessibilité aux logiciels cartographiques ont profondément transformé les rapports historiques de pouvoir et de domination, ce qui doit être mieux reflété dans la discipline.

Les perspectives autochtones ont été essentielles dans l'émergence de la cartographie critique. Portées par les mouvements sociaux, les organisations autochtones ont été dans les premières à s'approprier les techniques de cartographie occidentales dans le but de renverser le pouvoir colonial exercé sur elles par l'État, jusqu'alors maître de la représentation géographique du territoire. C'est à partir de ces mouvements que s'est manifesté ce que Peluso (1995) nomme la « contre-cartographie » et qui a permis d'approfondir considérablement les réflexions entourant la cartographie critique. Bien que *The Politics of Mapping* ne soit pas un ouvrage entièrement dédié aux questions autochtones, il offre des pistes pertinentes pour réfléchir à la cartographie à partir d'une perspective décoloniale.

Les quatre premiers chapitres de l'ouvrage consistent en des essais qui incitent les cartographes à réfléchir aux principes de leur discipline pour mieux traiter les réalités politiques contemporaines. Selon Farinelli (chap. 2), l'arrivée de l'imprimerie en Europe a permis la rapide propagation d'un certain type de représentation du territoire alimentée par les courants de pensée émergents du XVII^e^ siècle, qui ont donné une importance toute particulière au savoir « universel » écrit et intemporel. Pendant longtemps, les cartographes ont contribué à véhiculer cette représentation « objective » de la réalité, qui a permis à l'État de maintenir un contrôle sur la gestion du territoire et de sa population. Lévy (chap. 1) propose que les cartographes doivent aujourd'hui rejeter cette idée faussement admise de l'objectivité de la carte et plutôt épauler leurs concitoyens et concitoyennes dans leur volonté à prendre part à la vie politique. Dans le même ordre d'idée, Burini (chap. 4) déplore que bien souvent, les systèmes de collecte de données mobilisés par l'État se fondent exclusivement sur des approches topographiques et statiques de la population comme les recensements. Ces approches ne prennent en compte qu'une dimension physique et absolue du territoire (*topos*) et omettent l'ensemble des relations culturelles et sociales qui le forment (*chora*). Il faut donc repenser les projets cartographiques pour considérer le *chora*, ce qui offrira à la population une meilleure compréhension des dynamiques socioculturelles au sein du territoire et, du même coup, une meilleure gouvernance territoriale. Quant à eux, Gautreau et Noucher (chap. 3) déploient la thèse centrale de l'ouvrage. Ils soutiennent que les méthodes, les concepts et les objets développés par la cartographie critique doivent évoluer pour réussir à prendre en compte les changements majeurs causés par les avancées de la technologie numérique.

Debarbieux (chap. 5) et Dao (chap. 6) présentent l'évolution du rôle de la cartographie dans les structures politiques occidentales. Selon Debarbieux, la promotion d'une cartographie se voulant neutre et objective à partir du XVII^e^ siècle était une condition nécessaire à l'apparition de l'État moderne parce qu'elle lui a permis de projeter l'idée d'une réalité commune pour étendre son pouvoir et cimenter une identité nationale. Ces conditions ont ouvert la voie à la naissance de l'État-nation, qui a appliqué cette logique territoriale dans ses politiques publiques. Par la suite, Dao soutient que les structures politiques internationales telles que l'ONU ont pu régulariser et uniformiser l'information géospatiale, qui était jusqu'alors concentrée dans les mains des États. Or, l'explosion de la quantité de données géographiques due aux avancées technologiques pose des défis importants pour leur gestion par les organisations politiques internationales, notamment avec les géants privés comme Google qui produisent et qui gèrent un volume substantiel de données géographiques en marge des structures institutionnelles nationales et internationales.

Le chapitre 7 (Hirt) est une synthèse de ce que signifie « cartographies autochtones » dans la littérature universitaire occidentale. D'une part, les cartographies autochtones peuvent se référer à la réappropriation par les peuples autochtones des méthodes et outils cartographiques coloniaux afin de rendre visible leur occupation du territoire face à l'État colonial. Selon Hirt, cette stratégie politique a permis à de nombreux groupes autochtones partout dans le monde d'accroître la reconnaissance de leurs droits territoriaux. Toutefois, cette stratégie

nécessite de traduire les savoirs territoriaux autochtones dans les termes de l'État, ce qui peut affecter négativement les structures politiques et sociales des communautés, par exemple en figeant une certaine représentation incomplète de leur occupation territoriale. De plus, il est aujourd'hui difficile d'évaluer l'impact des géants du Web dans la mobilisation politique de la cartographie chez les nations autochtones. L'accessibilité et la multiplication des données géographiques peuvent contribuer positivement à leur autonomisation, mais peuvent également promouvoir de nouvelles formes de colonialisme. Par exemple, McGurk et Caquard (2020) soutiennent que même si de plus en plus de projets de cartographie digitale sont initiés par des communautés autochtones, ils reposent généralement sur des systèmes informatiques développés à partir d'une perspective occidentale et nécessitent une expertise externe pour opérer. Cette tendance se manifeste notamment par la marginalisation des perspectives des femmes au sein de cartes digitales produites. L'une des raisons est qu'elles mettent plus facilement en valeur les activités occupant de vastes territoires comme la chasse, qui sont traditionnellement masculines (McGurk et Caquard 2020 : 60-62).

D'autre part, les « cartographies autochtones » peuvent se référer aux méthodes de valorisation des savoirs territoriaux et des conceptions du monde propres aux nations autochtones. Toujours selon Hirt, en s'engageant avec ces savoirs, il est possible de décoloniser le domaine de la cartographie occidentale en valorisant d'autres formes de savoirs qui ne sont pas hégémoniques. Cependant, il est encore une fois difficile de déterminer si la transformation technologique de la cartographie encourage véritablement la mise en valeur de ces formes de savoirs ou contribue plutôt à leur marginalisation, dans une ère « d'universalisation des contenus et des contraintes liées à l'interopérabilité des données » (Hirt 2022 : 178).

Les chapitres de Gautreau et Noucher (chap. 3) ainsi que de Hirt (chap. 7) sont les plus pertinents pour réfléchir aux enjeux de cartographies contemporains auxquels font nécessairement face les peuples autochtones. Les auteurs du chapitre 3, dont les propos sont soutenus par ceux des auteurs et autrices des chapitres précédents, parviennent à bien démontrer que les États occidentaux ne détiennent plus le monopole de la production cartographique en raison des avancées technologiques, ce qui devrait pousser les cartographes à réfléchir aux changements dans les relations de pouvoir. On comprend bien que le rapport de pouvoir historique unidirectionnel de l'État vers ses sujets est désormais étendu à ceux et celles qui sont en mesure de s'engager dans la production cartographique de leur territoire. Or, à l'instar des propos de Gautreau et Noucher au sujet de leur chapitre, cette réflexion « soulève beaucoup plus de questions qu'[elle] n'apporte de réponses sur les défis posés par l'ère numérique à la cartographie critique » (Gautreau et Noucher 2022 : 65). Comme l'aborde Hirt, il est encore trop tôt pour véritablement comprendre les impacts des avancées technologiques en cartographie dans les différents rapports de pouvoir qu'entretiennent les peuples autochtones avec l'État.

Si l'ouvrage *The Politics of Mapping* suppose que la fin du monopole de production cartographique de l'État face à ses citoyens et ses citoyennes transforme les relations de pouvoir, on n'aborde que très brièvement la possibilité que les avancées technologiques les accroissent. Pourtant, dans un contexte colonial, il semble y avoir un risque réel que le pouvoir de l'État sur les peuples colonisés soit accentué par les technologies. Briggs *et al.* (2020 : 3-4) attestent que les savoirs traditionnels autochtones sont effectivement à risque d'être manipulés par les logiciels de données numériques mobilisés par l'État. Trois mécanismes y contribuent : la tendance à extraire uniquement des savoirs traditionnels autochtones les données perçues comme « utiles » par les logiciels ; la tendance à ne conserver que les données s'alignant facilement avec le cadre scientifique dominant ; la tendance à omettre la spécificité géographique des savoirs traditionnels autochtones. Ainsi, selon Briggs *et al.*, « la littérature s'accorde à reconnaître que la distorsion, la dilution, la dévaluation et la fragmentation des savoirs autochtones sont des effets inhérents à la saisie et au stockage des données numériques » (Briggs *et al.* 2020 : 4).

La lecture de *The Politics of Mapping* est tout de même pertinente puisqu'elle laisse entrevoir la possibilité pour la cartographie occidentale de se doter de nouvelles perspectives exposant les impacts de l'avancée des technologies numériques sur les rapports de pouvoirs coloniaux. L'idée défendue par les textes qu'il faille réfléchir à de nouveaux concepts et méthodologies en cartographie corrobore le constat de Rose-Redwood *et al.* (2020 : 159) que « les fissures dans la façade de l'imagination géographique coloniale deviennent de plus en plus évidentes » et qu'en ce sens, une véritable prise de conscience décoloniale au sein du monde universitaire occidental est envisageable. La réflexion est particulièrement intéressante pour les peuples autochtones du Canada, qui sont quotidiennement confrontés aux réalités de l'avancement technologique en cartographie et auxquelles les jeunes générations sont éminemment exposées (Syme 2020 : 1111-1112).

Adam Archambault
Doctorat en relations territoriales autochtones
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Ouvrages cités

Briggs, Carolyn *et al.* 2020. « Bridging the Geospatial Gap: Data about Space and Indigenous Knowledge of Place ». *Geography Compass* 14(11) : e12542.

McGurk, Thomas. J. et Sébastien Caquard. 2020. « To what extent can online mapping be decolonial? A journey throughout Indigenous cartography in Canada ». *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien* 64(1) : 49-64.

Peluso, Nancy L. 1995. « Whose Woods Are These? Counter-Mapping Forest Territories in Kalimantan, Indonesia ». *Antipode* 27(4) : 383-406.

Rose-Redwood, Reuben *et al.* 2020. « Decolonizing the Map: Recentering Indigenous Mappings ». *Cartographica* 55(3) : 151-162.

Syme, Tony. 2020. « Localizing landscapes: a call for respectful design in Indigenous counter mapping ». *Information, Communication & Society* 23(8) : 1106-1122.

Les récits de notre terre – Les Malécites

Daniel Clément. Québec : Presses de l'Université Laval, 2023, 143 p.

Ce livre de l'anthropologue Daniel Clément fait partie de la collection *Les récits de notre terre* dont chaque tome est dédié à la tradition orale de différentes nations autochtones. Les premières pages proposent une présentation introductive de grands thèmes qui permettent de mieux situer les particularités de la nation Wolastoqey. Toutefois, d'entrée de jeu, le titre de l'ouvrage crée un malaise. En effet, notons que l'emploi du terme « Malécite » est plutôt désuet et ne respecte pas la volonté exprimée, notamment, par la seule communauté de la nation qui se trouve au Québec, à savoir la communauté Wahsipekuk qui a officiellement repris son appellation traditionnelle, Wolastoqiyik Wahsipekuk, en 2019. Le terme « malécite », tout comme ses nombreuses variantes, est un terme à connotation péjorative dérivé de la langue Mi'kmaq et qui signifie « la langue brisée » ou « locuteurs lents » en référence à la différence notable entre ces deux langues issues de peuples qui sont pourtant voisins de territoire (Walis et Wallis 1957 ; Spinney 2010). C'est dans l'introduction et les notes en fin de volume que l'auteur indique la provenance des récits de la tradition orale wolastoqey utilisés dans son ouvrage. Ces derniers sont puisés principalement dans des publications d'anthropologues, tels que Mechling (1914) et Speck (1917) qui ont collecté des récits auprès de personnes wolastoqey dans différentes communautés au début du xx^{e} siècle, principalement celles de Neqotkuk (Tobique), Woodstock et Sitansisk (St Mary's). Clément a aussi eu recours aux travaux de chercheurs amateurs, notamment Leland, dont l'éthique de travail a malheureusement fait l'objet de critiques sévères, notamment en raison de la liberté prise par ce dernier de transformer arbitrairement les récits pour les rendre plus agréables à lire (Bear Nicholas 2008). Quant aux ouvrages sur la tradition orale wolastoqey, quoique plus contemporains, rédigés de la main de personnes de cette nation (Bélanger 2021 ; Paul 2017 ; Polchies *et al.* 2015 ; Sappier 2017), ils ne figurent pas dans la bibliographie du livre de Clément. Le cœur de l'ouvrage est constitué d'une suite d'histoires qui ont été réparties en neuf catégories en fonction des personnages principaux qui s'y retrouvent.

Le fait de rassembler dans un même livre des récits de la tradition orale wolastoqey en langue française est le principal, voire le seul, point positif de ce document. En effet, dans l'ensemble du corpus écrit sur le sujet, il n'y a que très peu de sources disponibles en français. L'introduction est fort sommaire, très peu documentée. Les textes choisis sont courts et ne sont pas accompagnés de notes explicatives qui permettraient de mettre en contexte les récits qui forment un assemblage disparate. Par exemple, les récits de la création *atkuhkewakonol* sont traités au même titre que les récits de la « vie ordinaire » ou *akonutomakonol* alors qu'une approche respectueuse de la tradition orale devrait prendre en considération les protocoles et l'éthique propres à ces deux catégories de récits. (Dana *et al.* 2021 ; Teeter et LeSourd 2009) Également, le choix d'avoir recours uniquement à des sources secondaires et de laisser de côté les récits provenant d'auteurs et d'autrices contemporaines wolastoqiyik a pour effet de cantonner l'existence de tradition orale wolastoqey à un lointain passé. Les efforts déployés pour rendre plus accessibles au grand public les récits de la tradition orale wolastoqey se font donc malheureusement au détriment de la rigueur et de la qualité.

En effet, si Daniel Clément cite la provenance de la version des histoires sélectionnées à la fin de son ouvrage, il n'indique pas sur quelle base s'est opéré ce choix. Or, compte tenu de la rareté du matériel disponible en français, cette sélection arbitraire contribue à cristalliser des versions d'histoires selon des critères issus de la simple volonté de l'auteur. Le manque de rigueur transparaît également au niveau des images sélectionnées qui sont peu ou pas pertinentes pour appuyer le propos. Prenons, par exemple, l'illustration d'un saumon qui sert d'introduction à la section intitulée « Histoires de Laks », ce qui signifie pourtant : carcajou…

L'élément le plus inconfortable par rapport à ce recueil d'histoire est d'ailleurs le manque de respect général avec lequel le précieux matériel de la tradition orale wolastoqey est manipulé. Cela se fait sentir, notamment, par les failles au niveau de la traduction des textes de l'anglais vers le français, mais surtout par l'emploi maladroit des termes en langue wolastoqey. L'auteur ne précise pas s'il a employé un protocole d'édition pour travailler ces textes, ce qui laisse au lecteur bien peu d'indications sur le sens et les nuances qui peuvent se perdre dans un processus de traduction peu soigné. En outre, l'emploi des termes en langue wolastoqey traduit une réelle méconnaissance de cette langue. Encore une fois, aucune méthodologie n'est expliquée pour justifier le choix de certains termes pourtant désuets ou non appropriés au contexte, par exemple, Indiens, chamane, ou de graphies au détriment d'autres. Par exemple, l'emploi de la graphie « Gluskap », même si elle est utilisée par certains anthropologues du xx^{e} siècle, n'est pas approprié dans le contexte de la tradition wolastoqey puisque la lettre « g » n'existe dans aucun des deux systèmes d'écriture contemporains du *wolastoqey latuwewakon* (langue wolastoqey).

Finalement, l'ensemble de l'ouvrage dénote un manque de sensibilité envers la culture et le peuple wolastoqey. Aucun processus collaboratif ou même consultatif avec des personnes porteuses de savoirs traditionnels wolastoqiyik n'est mentionné